

# L'internationale réactionnaire à la rescousse de Marine Le Pen

Le porte-parole du Kremlin et Viktor Orbán, mais aussi Elon Musk, ont dénoncé la condamnation de l'ex-présidente du RN. Outre leurs affinités idéologiques avec le parti d'extrême droite, les dirigeants russe et hongrois sont aussi indirectement liés à ses finances.

[Justine Brabant](#) et [Fabien Escalona](#)

31 mars 2025 à 19h35

Avant même que la peine d'inéligibilité de Marine Le Pen soit prononcée, le Kremlin a estimé que sa condamnation relevait du « *non-respect des normes démocratiques* ». Un « *non-respect* » qui concernerait « *de plus en plus de capitales européennes* », [à en croire](#) son porte-parole, Dmitri Peskov.

Un jugement qui ne manque pas de cynisme venant [d'un exécutif](#) qui envoie en prison défenseurs des droits humains, artistes, journalistes et avocats, quand il n'[élimine](#) pas physiquement ses opposants. « *Nous ne voulons pas nous ingérer dans les affaires intérieures de la France, nous ne l'avons jamais fait* », a par ailleurs ajouté Dmitri Peskov, [contre toute évidence](#).

Parmi les dernières tentatives en date d'ingérence russe dans la politique française : une campagne d'influence menée par des comptes prorusses, qui, à l'été 2024, avait [fait la promotion](#) du parti d'extrême droite lors de la campagne pour les élections européennes (confrontée aux révélations de Mediapart sur cette campagne, Marine Le Pen avait dénoncé un « *mensonge* », avant d'être démentie par son propre parti).



Marine Le Pen avec Viktor Orbán en 2022 et Vladimir Poutine en 2017. © Photomontage Mediapart avec Alain Robert / Sipa et Mikhail Klimentyev / Sputnik / AFP

Les liens du Rassemblement national (RN) avec le Kremlin ne sont pas qu'idéologiques : ils sont aussi financiers. Le parti a bénéficié en septembre 2014 d'[un prêt de 9,4 millions d'euros](#) auprès de la First Czech-Russian Bank (FCRB) – banque basée à Moscou, qui fera faillite deux ans plus tard.

L'ex-présidente du RN a toujours tenté de minimiser la portée de ce prêt, assurant d'abord qu'elle l'avait signé « *avec une banque, pas avec Vladimir Poutine* ». Mediapart [a pourtant révélé](#) le rôle clé joué dans son obtention par un fidèle lieutenant de Vladimir Poutine, son conseiller chargé des relations avec les organisations russes à l'étranger (et par ailleurs vice-président de la Douma), Alexandre Babakov.

Marine Le Pen a également toujours assuré que ce prêt n'avait eu aucune incidence sur les positions exprimées par son parti vis-à-vis du Kremlin. Là encore, Mediapart [a révélé le contraire](#) en juin 2024, en démontrant comment l'eurodéputé qui a négocié le prêt russe au RN, Jean-Luc Schaffhauser, dispose d'une fondation qui a touché des centaines de milliers d'euros en échange d'interventions en faveur de Moscou au Parlement européen.

À lire aussi

[Dossier L'argent russe du Rassemblement national 47 articles](#)

Le père de Marine Le Pen et fondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen, a par ailleurs [reçu en avril 2014](#), par le biais de son association de financement, un prêt de 2 millions d'euros en provenance de Russie. Cet argent [lui a permis](#) d'avancer des fonds à des candidats frontistes aux élections européennes. Ce second prêt porte à 11 millions d'euros le total des prêts russes contractés par la famille Le Pen.

## La solidarité « illibérale » de Viktor Orbán

Le premier ministre de Hongrie, Viktor Orbán, a lui aussi témoigné de sa solidarité, mais en français dans le texte, à travers un chaleureux « *Je suis Marine* ». Le dirigeant hongrois, en poste depuis une quinzaine d'années, a fait de son pays [un laboratoire avancé du projet national-conservateur](#), visant à démanteler les piliers libéraux d'un régime démocratique.

La normalisation du paysage médiatique, comme les atteintes aux droits de l'opposition, des corps intermédiaires et des minorités, ont fait le quotidien de ce pouvoir, qui soutient logiquement la dirigeante du RN et [son projet de refonte xénophobe](#) de la V<sup>e</sup> République. Mais comme dans le cas russe, les affinités idéologiques entre le régime de Orbán et Marine Le Pen se sont accompagnées de liens financiers.

Lors de l'élection présidentielle de 2022, la candidate a financé sa campagne à l'aide d'un prêt d'une dizaine de millions d'euros accordé par une banque hongroise. « *Par rapport à toutes mes démarches dans les autres pays européens, l'atmosphère était plus libre en Hongrie* », avait justifié [auprès de Mediapart](#) Wallerand de Saint-Just, ancien trésorier du RN également condamné ce lundi.

Le parti a toujours récusé toute ingérence politique dans l'obtention de ce prêt. Mais la relation entre Marine Le Pen et le premier ministre hongrois s'était intensifiée les mois précédents, avec de nombreuses rencontres dont une visite officielle de la patronne du RN à

Budapest. « *La Hongrie de 2021, sous la conduite de Viktor Orbán, se place à la pointe du combat pour la liberté des peuples* », avait déclaré Marine Le Pen lors de ce séjour.

## Salvini, Abascal ou Wilders : #JeSoutiensMarine

Aux côtés d'Orbán, c'est l'ensemble des partis frères des Patriotes pour l'Europe, le groupe d'extrême droite au sein duquel siège le RN au Parlement européen, qui a volé au secours de la dirigeante française. Santiago Abascal, chef espagnol du parti néofranquiste Vox, président de l'europarti des Patriotes depuis novembre 2024, a ainsi publié un visuel siglé #JeSoutiensMarine, en ajoutant : « *Ils ne parviendront pas à faire taire la voix du peuple français.* »

Geert Wilders, leader [du PVV néerlandais](#), s'est dit « *choqué par un verdict incroyablement dur* », en précisant qu'il soutenait l'ex-candidate à la présidentielle et croyait en elle « *à 100 %* », espérant qu'elle deviendrait « *présidente de la France* » après un appel couronné de succès.

Matteo Salvini, vice-président du Conseil des ministres en Italie, qui dirige la Lega, a regretté que « *ceux qui craignent le jugement des électeurs cherchent souvent à se rassurer par celui des tribunaux* ». Il y est également allé de son [selfie](#) de soutien à Marine Le Pen.

À l'heure où ces lignes sont écrites, les membres des Conservateurs et réformistes européens, l'autre grand groupe qui allie extrêmes droites et droites nationalistes dans l'hémicycle européen, se sont montrés moins diserts. Les formations qui le composent sont davantage en recherche de respectabilité, et en rivalité avec les Patriotes pour l'Europe.

La présidente du Conseil italien et patronne de Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, ne s'est pas encore exprimée, pas plus que les Démocrates de Suède ou l'Alliance pour l'unité des Roumains. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), [écartée des Patriotes en 2024](#), restait elle aussi mutique ce lundi après-midi.

Hostiles à l'indépendance des journalistes comme à celle des magistrats, ces réactionnaires utilisent toute résistance à leur ascension pour crier au scandale.

Sur le fond, les soutiens réactionnaires à Marine Le Pen sont tout à fait cohérents avec leur identité politique et leur stratégie pour la populariser. Ils n'envisagent la justice, lorsqu'elle ne va pas dans leur sens, que comme un contre-pouvoir illégitime. Selon leur modèle de démocratie plébiscitaire, les chef·fes élu·es n'ont aucun compte à rendre sur leur respect du droit, sinon à l'électorat, à supposer que celui-ci ait encore la liberté et les moyens d'éclairer ses décisions.

Hostiles à l'indépendance des journalistes comme à celle des magistrats, ces réactionnaires utilisent toute résistance à leur ascension pour crier au scandale. La condamnation de Marine Le Pen rappelle ainsi à Salvini « *un mauvais film que l'on observe également dans d'autres pays comme la Roumanie* ».

En réalité, les deux situations sont très différentes d'un bout à l'autre de l'Europe. À Bucarest, une élection présidentielle a été annulée [entre deux tours de scrutin](#), et Călin Georgescu, figure complotiste et complaisante envers Poutine, a été empêché de concourir à la prochaine. Les débats [sont intenses](#), y compris parmi ceux qui admettent la gravité des faits qui lui sont

reprochés, à propos de la solidité des preuves et d'un éventuel « deux poids et deux mesures » de la justice.

Une faille dans laquelle s'est engouffré le vice-président états-unien, J. D. Vance, afin de faire la leçon aux démocraties libérales. Donald Trump junior, fils de l'occupant de la Maison-Blanche, y a d'ailleurs fait référence en se scandalisant que « *la France envoie Marine Le Pen en prison* ». Son message a été précédé par un post halluciné d'Elon Musk, voyant dans la condamnation la main de la « *gauche radicale* », qui recourrait à la justice pour compenser sa faiblesse dans les urnes.

N'en déplaise aux amis internationaux de Marine Le Pen et du RN, le contournement de la loi par la candidate et son parti a, en l'occurrence, été amplement documenté. Les magistrats ont d'ailleurs [pris soin de détailler](#) leurs décisions concernant les peines prononcées, pour montrer à quel point ils traitaient ces responsables politiques comme des justiciables ni inférieurs ni supérieurs à n'importe quel citoyen.

[Justine Brabant](#) et [Fabien Escalona](#)

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [extremedroite@mediapart.fr](mailto:extremedroite@mediapart.fr).